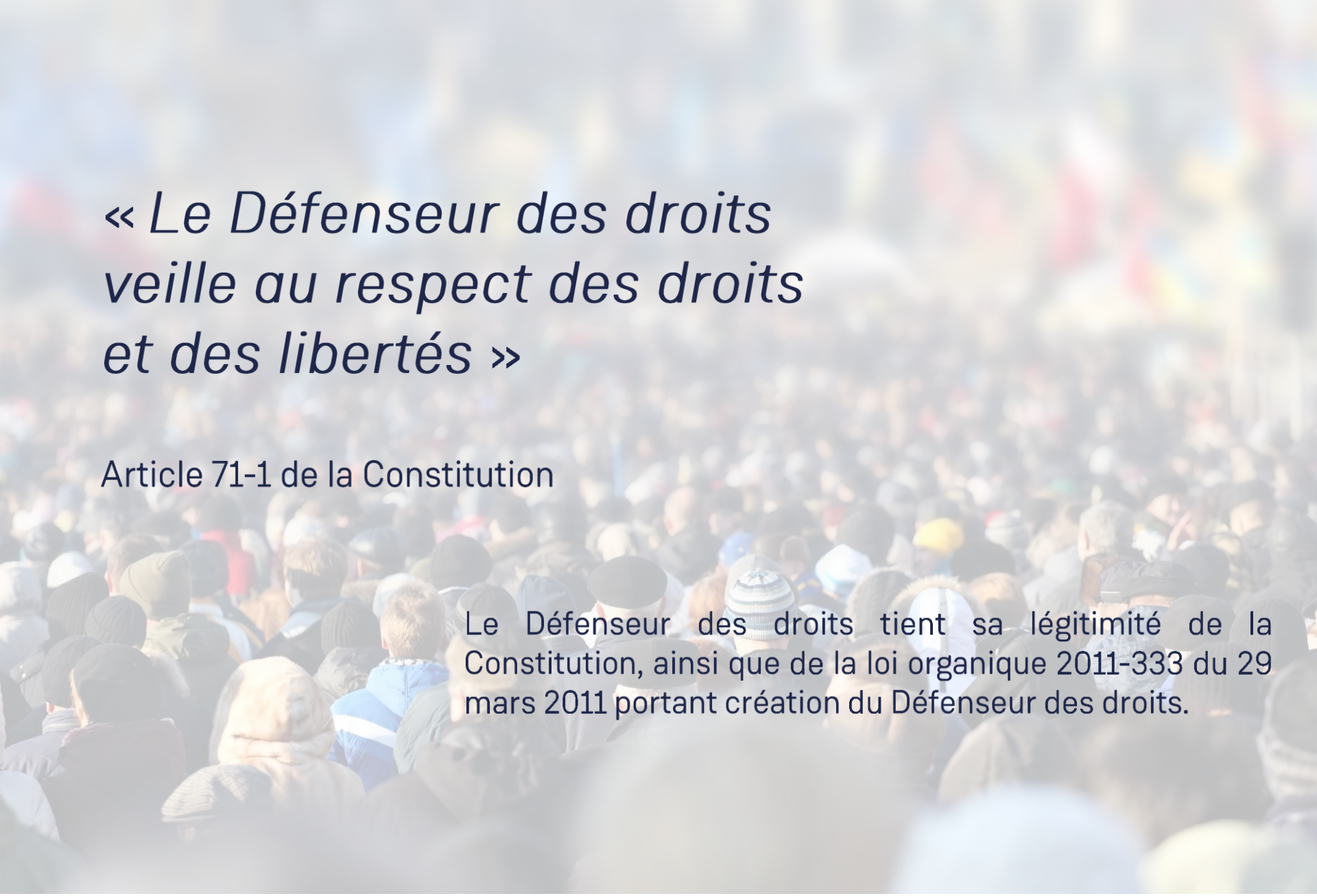
PRÉSENTATION DU DÉFENSEUR DES DROITS

Intervention du 25 Mars 2022

Lors de l'Assemblée Générale
UFC Que Choisir de l'Artois à ARRAS

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



« Le Défenseur des droits veille au respect des droits et des libertés »

Article 71-1 de la Constitution

Le Défenseur des droits tient sa légitimité de la Constitution, ainsi que de la loi organique 2011-333 du 29 mars 2011 portant création du Défenseur des droits.

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

QU'EST-CE QUE LE DELEGUE DU DEFENSEUR DES DROITS ?

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

L'INSTITUTION

Le Défenseur des droits désigne l'institution et la personne qui la dirige.

Il est nommé par le Président de la République pour un mandat de 6 ans, irrévocable et non renouvelable, garantissant son indépendance.

Le Défenseur des droits ne reçoit aucune instruction dans l'exercice de ses attributions.

Claire Hédon occupe cette fonction depuis le 22 juillet 2020.

LES DOMAINES DE COMPETENCES ET MOYENS D'ACTION

5 domaines de compétences :

- Défendre les droits des usagers des **services publics**
- Défendre et promouvoir les **droits de l'enfant**
- **Lutter contre les discriminations** et promouvoir l'égalité
- Veiller au respect de la **déontologie de la sécurité**
- Orienter et veiller aux droits et liberté **des lanceurs d'alerte**

2 moyens d'action :

- Assurer la protection des droits
- Promouvoir l'égalité et l'accès aux droits

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE DEFENSEUR DES DROITS EN CHIFFRES (2020)

96 894

dossiers de réclamations

69 705

appels aux plateformes téléphoniques (**+45%**)

93 662

dossiers traités

Près de

80%

de réglements amiables engagés aboutissent favorablement

245

décisions

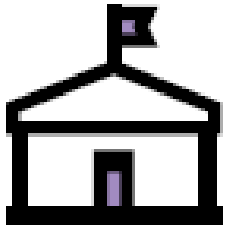
Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

122

dépôts d'observations effectués devant les juridictions

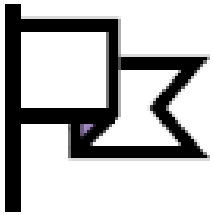
L'ORGANISATION DE L'INSTITUTION

UNE ÉQUIPE AU SERVICE DES DROITS ET LIBERTÉS



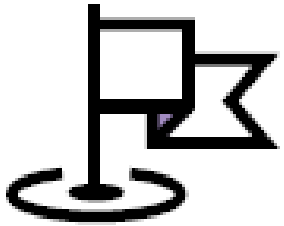
226

agents au siège



536

délégués présents
sur l'ensemble du territoire



872

points d'accueil
sur l'ensemble du territoire

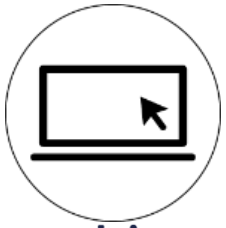
Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

UNE INSTITUTION ACCESSIBLE

Le Défenseur des droits peut être saisi directement et gratuitement par les victimes, témoins, associations, autorités publiques.

Le Défenseur des droits peut **également se saisir d'office**.

Plusieurs possibilités existent pour saisir le Défenseur des droits :



Par formulaire en ligne

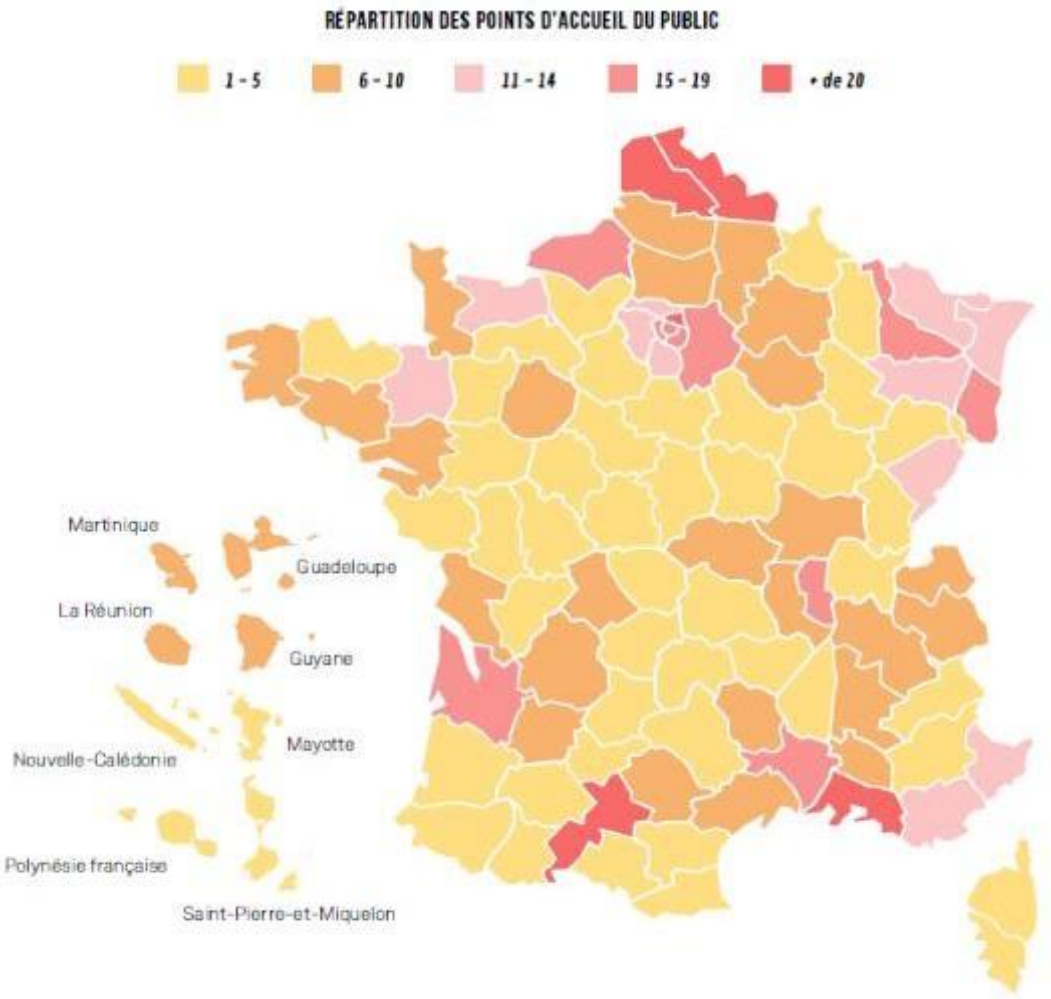
Par courrier gratuit, sans affranchissement

En contactant un délégué

Il est également possible d'obtenir des informations par téléphone : 09 69 39 00 00 du lundi au vendredi de 8h30 à 19h30 (coût d'un appel local).

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

UN RESEAU TERRITORIAL DE DELEGUE.E.S



- Les délégués sont présents en **métropole et outre-mer**

- Des **permanences gratuites sur rendez-vous**

- Des points d'accueil diversifiés : Maison de la Justice et du Droit (MJD), Point d'accès au droit (PAD), préfectures, mairies…

- Des délégués dans chaque établissement pénitentiaire

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONTACTER LE DELEGUE DU DEFENSEUR DES DROITS

Pour contacter le ou la déléguée du Défenseur des droits au plus proche ainsi que son lieu de permanence, RDV sur notre site :

https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/saisir/delegues

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LES DELEGUES PRESENTS EN ARTOIS

ARRAS - Maison des sociétés
16 rue Aristide Briand 62000 ARRAS
06 40 81 54 67
Philippe CATHELAIN
VENDREDI : MATIN

ARRAS - Préfecture d'Arras
Rue Ferdinand Buisson 62000 ARRAS
06 40 81 54 67
Philippe CATHELAIN
1e et 4e LUNDI : JOURNEE

ARRAS
Centre administratif d'Arras
6, place Guy Mollet 62022 ARRAS
BP 70913
Tel. : 03 21 50 50 50
Pierre-Yves DAMBRINE
JEUDI : APRES-MIDI

BAPAUME
Maison de la communauté
de communes du Sud-Artois
5 rue Neuve 62450 BAPAUME
Tel. : 03 21 59 17 17
Christian CAMUS
1e - 2e et 3e LUNDI : APRES-MIDI

BERTINCOURT - Maison des services publics
2 rue d'Hermies 62124 BERTINCOURT
Tel. : 03 21 59 17 17
Christian CAMUS
4e LUNDI : APRES-MIDI

BETHUNE - CCAS de Béthune
286 rue Fernand Bar 62400 BETHUNE
Tel. : 03 21 01 63 10
Sylvie TASSEZ
MERCREDI : APRES-MIDI

BRUAY LA BUISSIERE - Point de Justice
9 rue Pierre Bérégovoy 62701
BRUAY LA BUISSIERE BP 23
Tel. : 03 62 61 48 90 - Fax. : 03 91 83 01 11
Jean-Luc FACE
LUNDI : MATIN

COURRIÈRES - Maison de Services Publics
5, rue des Acacias 62710 COURRIÈRES
Tel. : 03 91 83 23 00
Jean-Yves LIMEUX
JEUDI : APRES-MIDI

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LES DELEGUES PRESENTS EN ARTOIS

HERLIN LE SEC –
Communauté de communes du Ternois-Terre d'avenir
Parc des Moulins
400 rue de Maisnil 62130 HERLIN LE SEC
Tel. : 06 23 69 79 14
Philippe CATHELAIN
2e LUNDI : JOURNEE

HOUDAIN - Point d'accès au Droit de Houdain
5 place de la Marne 62150 HOUDAIN
Tel. : 03 62 61 48 90
Sylvie TASSEZ
JEUDI : MATIN

LENS - Maison de justice et du droit de Lens
Pavillon Desmoulins
Rue Alain 62300 LENS
Tel. : 03 91 83 01 10 - Fax. : 03 91 83 01 11
Jean-Yves LIMEUX
JEUDI : MATIN

LENS - Maison de justice et du droit de Lens
Pavillon Desmoulins - Rue Alain 62300 LENS
Tel. : 03 91 83 01 10
Lahcen MERDJI
1e, 2e et 3e MERCREDI : JOURNEE

LIBERCOURT - Point d'accès au droit de Libercourt
2, rue Jean Baptiste Delobel 62820 LIBERCOURT
Tel. : 03 21 37 10 43
Lahcen MERDJI
4e MERCREDI : JOURNEE

LIEVIN - Point d'accès au droit de Liévin
Maison de la parentalité
49 rue Jean-Baptiste Defernez 62800 LIEVIN
Tel. : 03 21 45 81 60
Jean-Vincent LLINARES
1e et 3e LUNDI : APRES-MIDI

SAINT-NICOLAS - Point d'accès au droit
Place des Ecrins 62223 SAINT-NICOLAS
Tel. : 03 21 73 85 62
Pierre-Yves DAMBRINE
MARDI : APRES-MIDI

VERMELLES - Mairie de Vermelles
Place de la République 62980 VERMELLES BP 4
Tel. : 03 21 64 58 10 - Fax. : 03 21 26 29 47
Jean-Yves LIMEUX
semaine paire MARDI : APRES-MIDI

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LES MISSIONS DU DELEGUE DU DEFENSEUR DES DROITS

Bénévoles, les délégués tiennent 1 journée ou 2 demi-journées hebdomadaires de **permanence d'accueil du public**.

Ils ont une **mission d'écoute, d'information, d'orientation et de médiation** afin trouver une solution rapide et pragmatique aux litiges portés à leur connaissance.

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LES DISCRIMINATIONS

DISCRIMINATION: DEFINITION

3 critères cumulatifs :

- ✓ Traitement **moins favorable** d'une personne placée dans une **situation comparable** à d'autres
- ✓ En raison d'un **motif prohibé** par la loi
- ✓ Dans un **domaine déterminé** par la loi

Article 225-1 et sv du code pénal
Article 1er Loi n°2008-496 du 27 mai 2008
Article 6 Loi Le Pors n° 83-634 du 13 juillet 1983
Article L1132-1 du code du travail

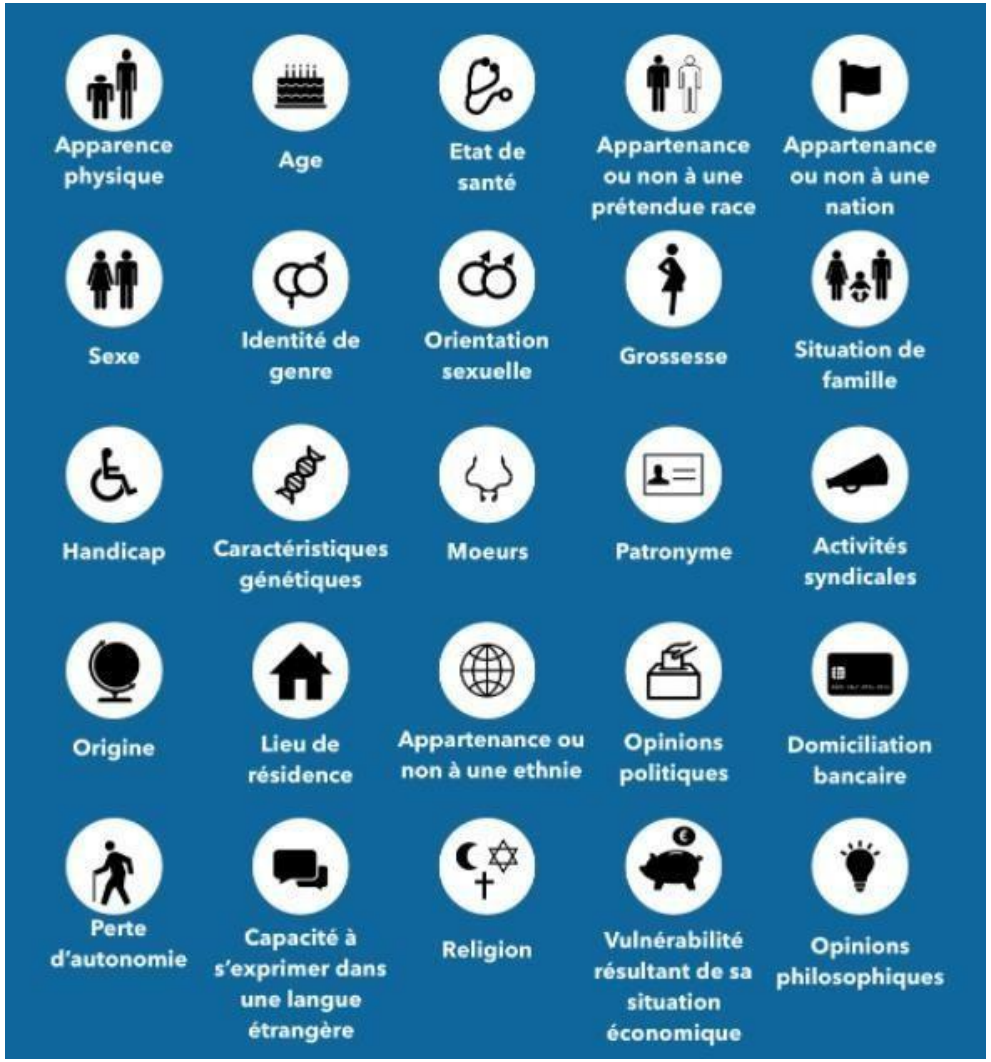
25 CRITERES DE DISCRIMINATION

3 typologies de critères:

Caractéristiques inhérentes à la personne

Libertés individuelles et collectives

Caractéristiques évolutives, modifiables



Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DOMAINES DE DISCRIMINATIONS PREVUS PAR LA LOI

On peut distinguer les domaines relevant du **cadre professionnel** :

- ✓ recrutement (emploi ou stage),
- ✓ conditions de travail,
- ✓ montant de la rémunération, primes, promotions
- ✓ accès à des formations,
- ✓ licenciement, etc. ;

De ceux relatifs à l'**accès à un bien ou à un service** (public ou privé) :

- ✓ logement *(ex : refus de louer ou de vendre un appartement)*

- ✓ éducation *(ex : refus d'inscription à l'école)*

- ✓ accès à un bâtiment public ou privé *(ex : refus d'accès à la piscine)*

LA PLATEFORME ANTIDISCRIMINATOIRE.FR

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRESENTATION GENERALE DE LA PLATEFORME ANTIDISCRIMINATOIRE.FR

La plateforme antidiscriminations.fr a été lancée le 12 février dernier 2021, à la suite des annonces du président de la République en décembre 2020. Elle est **pilotée par le Défenseur des droits.**

Elle comprend **un numéro de téléphone, le 39 28, un module de tchat en ligne, un recensement des acteurs étatiques, associatifs et syndicaux** engagés dans la lutte contre les discriminations.

Une équipe de **7 écoutant.es juridiques** assure l'accueil, l'écoute et l'orientation des appelants, via notamment **des saisines directes du Défenseur des droits**.

La plateforme est **accessible pour les personnes sourdes ou malentendantes**.

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

FINALITE DE LA PLATEFORME

La plateforme anti-discrimination poursuit les finalités suivantes :

- ✓ Sensibiliser toute personne victime ou témoin de discrimination à la possibilité d'être écoutée et accompagnée face à une situation de discrimination
- ✓ Assurer une plus grande effectivité du droit au recours des personnes s'estimant discriminées
- ✓ Accompagner les victimes dans leurs démarches en vue d'être reconnues et rétablies dans leurs droits
- ✓ Rendre visibles et accessibles les associations partenaires de la plateforme afin que les personnes qui en ont besoin puissent les connaitre et bénéficier de leur soutien dans leurs démarches
- ✓ Permettre de faire connaitre l'engagement, les compétences et les missions des associations partenaires.

PROMOUVOIR L'EGALITE ET L'ACCES AUX DROITS

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Faire des propositions de réformes

Rendre des avis sur les projets et propositions de loi

Intervient dans des formations initiales ou continues

Réalise des études

Mener des actions de communication ciblées

Dialogue aves ses partenaires

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DES ACTIONS POUR PROMOUVOIR L'EGALITE ET L'ACCES AUX DROITS

- **Programme JADE**

100 Jeunes ambassadeurs du Défenseur des droits en service civique qui réalisent des interventions dans les établissements scolaires sur :

- Droits de l'enfant
- Egalité

- **Programme Educadroit**

Des ressources pédagogiques pour comprendre le droit et un réseau d'intervenants pour faire découvrir les grandes notions du droit aux enfants

www.educadroit.fr

Revue de presse hebdomadaire

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DU
DEFENSEUR DES DROITS
DU 12 AU 18 MARS 2022

Actualités du Défenseur des droits

La Défenseure des droits, Claire Hédon, le martèle depuis Orléans : "Il faut remettre de l'humain dans la machine service public" – La république du Centre (12 mars)
Grossesse et travail : des discriminations encore « considérables », selon la Défenseure des droits – Ouest France (12 mars)
La Défenseure de droits: "La dématérialisation nécessite de l'humain" – Magcentre.fr (13 mars)
Pour les éloignés du numérique, le calvaire de l'accès aux services publics – Weka (16 mars)
Grossesse : toujours trop de femmes discriminées – L'Essor de l'Isère (16 mars)
TÉMOIGNAGE. En arrêt maladie, il était harcelé par son supérieur – Ouest France (15 mars)
Fracture numérique : ces millions de Français oubliés dans les démarches administratives de plus en plus connectées – France Info (18 mars)
Lancement d'un collectif de start-up dédié à la santé mentale – L'Usine digitale (17 mars)

Déontologie de la sécurité

«Grosse pute» : la plainte contre le policier qui insultait une femme a été classée – La Voix du Nord (17 mars)
Nantes : Faut-il armer les policiers municipaux ? – 20 minutes (18 mars)
La question du jour. Avez-vous confiance dans la police ? – Ouest France (16 mars)
Journée des droits des femmes : pourquoi ce tweet de la police du Puy-de-Dôme a-t-il suscité la polémique ? – Ouest France (9 mars)

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Revue de presse hebdomadaire

Relations avec les services publics

Pour en finir avec l'âgisme – La Presse (12 mars)
Un magistrat poursuivi pour abandon de poste durant le 1er confinement – L'Obs (16 mars)
Impôts, permis de conduire, allocations… : pour les éloignés du numérique, le calvaire de l'accès aux services publics – Sud Ouest (15 mars)
Emmanuel M. Macron veut automatiser les obligations de quitter le territoire après un refus d'asile – Le Monde (17 mars)

Lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité

« Discrimination » : à Calais, les migrants passent après les réfugiés ukrainiens – Reporterre (12 mars)
Quelle place pour les accents étrangers à la télévision française ? – Sud Ouest (13 mars)
Condamné à deux ans de prison à Varennes-le-Grand en Saône-et-Loire, le détenu atteint d'obésité morbide va recevoir une aide au quotidien – Le Bien Public (11 mars)
8 autres femmes accusent Sony de sexisme et de discrimination – Jeuxvidéos.com (12 mars)
Indre-et-Loire : l'Université de Tours n'échappe pas aux discriminations – La Nouvelle République (12 mars)
Don du sang : fin des restrictions pour les homosexuels – France 3 (16 mars)
Enfin ! «J'ai le sang sale, je suis pédé»: la fin d'une discrimination au don du sang – Libération (16 mars)
En master, des candidats discriminés sur leurs noms de famille – Theconversation (14 mars)

Défense des droits de l'enfant

Comment la France organise la scolarisation des enfants ukrainiens – La Croix (11 mars)
Bordeaux : Un nouveau protocole lancé pour les enfants témoins de féminicides – 20 minutes (17 mars)

Défenseurdesdroits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Revue de presse hebdomadaire

Lanceurs d'alerte

Proposition de loi organique visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte – Vie Publique (17 mars)

Société

Depuis 2019, le droit de vote des personnes sous tutelle ne peut plus être retiré – La Montagne (13 mars)

Marseille : « On craint que les dispositifs pour les réfugiés ukrainiens se fassent au détriment des autres » - 20 minutes (11 mars)